



Anciens Combattants  
Canada

Veterans Affairs  
Canada

# Rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* 2015–2016



L'honorable Kent Hehr, C.P., député  
Ministre des Anciens Combattants  
et ministre associé de la Défense nationale

Canada

## Table des matières

|                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Table des matières.....                                                                                                              | 1  |
| 1. Introduction .....                                                                                                                | 3  |
| 2. Préparation et dépôt du rapport annuel.....                                                                                       | 3  |
| 3. Mandat d’Anciens Combattants Canada .....                                                                                         | 3  |
| 4. Mandat du Bureau de l’ombudsman des vétérans.....                                                                                 | 4  |
| 5. Organisation .....                                                                                                                | 5  |
| I Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels<br>d’Anciens Combattants Canada.....           | 5  |
| II Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du<br>Bureau de l'ombudsman des vétérans ..... | 6  |
| 6. Ordonnance de délégation des pouvoirs.....                                                                                        | 7  |
| 7. Interprétation du rapport statistique sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .....                                         | 7  |
| Demandes officielles en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .....                                                     | 7  |
| I Provenance des demandes reçues.....                                                                                                | 8  |
| II Disposition des demandes traitées.....                                                                                            | 9  |
| III Exceptions citées .....                                                                                                          | 10 |
| IV Exclusions citées .....                                                                                                           | 12 |
| V Délais d'exécution .....                                                                                                           | 13 |
| VI Prorogation .....                                                                                                                 | 14 |
| VII Traduction .....                                                                                                                 | 14 |
| VIII Format des renseignements communiqués.....                                                                                      | 14 |
| IX Frais .....                                                                                                                       | 15 |
| X Coûts.....                                                                                                                         | 15 |
| XI Publication des résumés des demandes traitées .....                                                                               | 16 |
| 8. Autres fonctions de l’AIPRP .....                                                                                                 | 16 |
| I Anciens Combattants Canada.....                                                                                                    | 16 |
| II Bureau de l’ombudsman des vétérans .....                                                                                          | 17 |
| 9. Consultation.....                                                                                                                 | 17 |
| 10. Formation et sensibilisation.....                                                                                                | 17 |
| 11. Politiques, lignes directrices et procédures .....                                                                               | 18 |
| 12. Plaintes et enquêtes .....                                                                                                       | 19 |
| 13. Appels devant les tribunaux .....                                                                                                | 19 |
| 14. Surveillance – Demandes d'accès à l'information .....                                                                            | 19 |

|            |                                                                                                                                                     |    |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I          | Anciens Combattants Canada.....                                                                                                                     | 19 |
| II         | Bureau de l'ombudsman des vétérans.....                                                                                                             | 19 |
| Annexe 1 : | Ordonnance de délégation de pouvoirs d'ACC et du BOV – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et <i>Règlement sur l'accès à l'information</i> ..... | 20 |
| Annexe 2 : | Rapport statistique sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> (ACC et BOV).....                                                                 | 24 |
| Annexe 3 : | Rapport statistique sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> (BOV).....                                                                        | 32 |
| Annexe 4 : | Analyse statistique quinquennale (ACC et BOV).....                                                                                                  | 40 |

## 1. Introduction

La [Loi sur l'accès à l'information](#) donne aux membres du public et aux entreprises le droit légal d'accéder aux dossiers que possède une institution fédérale, sous réserve d'exceptions limitées et précises. La *Loi* vient s'ajouter à d'autres modalités d'accès à l'information gouvernementale, et elle ne vise à limiter d'aucune façon l'accès à l'information gouvernementale qui serait normalement accessible au public sur demande.

Le Rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* décrit la façon dont Anciens Combattants Canada (ACC) et le Bureau de l'ombudsman des vétérans (BOV) se sont acquittés de leurs responsabilités en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* durant l'exercice financier débutant le 1<sup>er</sup> avril 2015 et se terminant le 31 mars 2016.

## 2. Préparation et dépôt du rapport annuel

Conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le ministre des Anciens Combattants, en tant que chef d'institution, est tenu de produire un rapport annuel portant sur l'administration de la *Loi*, et ce rapport doit être présenté au Parlement.

## 3. Mandat d'Anciens Combattants Canada

Si le Canada est devenu un pays indépendant doté d'une identité unique, c'est en partie grâce à ses fières réalisations militaires. Anciens Combattants Canada a pour raison d'être d'aider les personnes qui, par leurs valeureux efforts, nous ont légué cet héritage et ont contribué à la croissance de notre pays.

Le mandat d'ACC est défini par la [Loi sur le ministère des Anciens Combattants](#), en vertu de laquelle le ministre des Anciens Combattants doit voir « aux soins, au traitement ou à la réinsertion dans la vie civile de personnes ayant servi soit dans les Forces canadiennes ou dans la Marine marchande du Canada, soit dans la marine, la marine marchande, l'armée de terre ou l'aviation de Sa Majesté, de personnes qui ont pris part, d'une autre manière, à des activités reliées à la guerre, et de personnes désignées (...), et aux soins de leurs survivants ou des personnes à leur charge ». Anciens Combattants Canada est également chargé de perpétuer le souvenir des réalisations et des sacrifices de ceux et de celles qui ont servi en temps de guerre, de conflit armé et de paix.

### Responsabilités

Anciens Combattants Canada remplit son mandat en favorisant le bien-être des vétérans et de leur famille, et en appuyant la reconnaissance et la commémoration des réalisations et des sacrifices des personnes qui ont servi le Canada en temps de guerre, de conflit militaire et en temps de paix.

Le Ministère remplit ce mandat de la façon suivante :

- En défendant les intérêts des vétérans et en promouvant l'alignement stratégique et la coordination des avantages et des services offerts par le Ministère et d'autres partenaires fédéraux ou par l'entremise de programmes provinciaux et communautaires et d'organismes non gouvernementaux;
- En effectuant des travaux et des recherches—en prenant connaissance des suggestions des vétérans, de leurs représentants et des principaux intervenants. Le Ministère s'efforce de concevoir et de fournir des programmes qui répondent aux besoins actuels des vétérans et de leur famille;
- En aidant les vétérans à obtenir les soutiens et les services dont ils ont besoin, de la part de tous les ordres de gouvernement et dans la collectivité. Anciens Combattants Canada entend jouer un rôle de premier plan dans les soins et le soutien à tous les vétérans et à leur famille.

#### **4. Mandat du Bureau de l'ombudsman des vétérans**

Le Bureau de l'ombudsman des vétérans aide à veiller à ce que les sacrifices consentis par les vétérans du Canada et leur famille soient reconnus grâce à la prestation de services, d'avantages et de programmes de soutien accessibles, offerts avec équité et en temps voulu. À titre d'agent indépendant et impartial, l'ombudsman des vétérans relève directement du ministre des Anciens Combattants et fait en sorte que les vétérans, les hommes et femmes en uniforme des Forces armées canadiennes, les membres actuels et anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ainsi que leur famille et d'autres personnes servies par ACC, soient traités avec respect, conformément à la [\*Déclaration des droits des anciens combattants\*](#).

L'ombudsman a pour mandat, selon le [\*décret du Conseil P.C. 2007-530\*](#) :

- d'examiner et de traiter les plaintes des vétérans et d'autres personnes servies (par ACC) ou de leurs représentants découlant de l'application de la *Déclaration des droits des anciens combattants*;
- de cerner et d'examiner tout problème nouveau ou d'ordre systémique concernant les programmes et services offerts ou administrés par le Ministère ou par un tiers agissant en son nom qui a une incidence négative sur les vétérans et d'autres personnes servies (par ACC);
- d'examiner et de traiter les plaintes des vétérans et d'autres personnes servies (par ACC) ou de leurs représentants concernant les programmes et services offerts ou administrés par le Ministère ou par un tiers agissant en son nom, notamment les décisions concernant les programmes et services qui ont une portée individuelle et pour lesquelles aucun droit d'appel ne peut être exercé devant le Tribunal des anciens combattants (révision et appel);

- d'examiner les problèmes d'ordre systémique liés au Tribunal des anciens combattants (révision et appel);
- de faciliter pour les clients l'accès aux programmes et services en leur fournissant de l'information et des services d'aiguillage.

## 5. Organisation

### I Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'Anciens Combattants Canada

Le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) d'ACC agit au nom du ministre des Anciens Combattants et du sous-ministre afin d'assurer le respect des responsabilités du Ministère en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le coordonnateur de l'AIPRP relève directement du sous-ministre adjoint, Secteur du dirigeant principal des finances et des services ministériels.

Les principales activités du bureau de l'AIPRP d'ACC sont les suivantes :

- traiter les demandes de renseignements présentées au Ministère en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- élaborer des politiques, des procédures et des lignes directrices appuyant la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que les exigences des organismes centraux;
- favoriser la sensibilisation à ces deux lois au sein du Ministère de sorte que les employés comprennent bien leurs rôles et responsabilités;
- s'assurer que le Ministère se conforme à ces deux lois ainsi qu'aux exigences des organismes centraux;
- rédiger des rapports annuels au Parlement;
- coordonner les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée au sein du Ministère;
- coordonner le règlement des plaintes portées contre ACC et déposées devant le commissaire à l'information en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, et devant le commissaire à la protection de la vie privée en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- assurer une gestion centralisée des cas d'atteinte à la vie privée;
- fournir des conseils et des orientations au personnel d'ACC au sujet d'enjeux touchant l'AIPRP;
- fournir soutien et recommandations au chef de la protection des renseignements personnels du Ministère et au Comité de la gestion ministérielle;
- aider le Ministère à respecter ses engagements en matière d'ouverture et de transparence, grâce à une approche proactive en matière de communication des renseignements et à la communication des renseignements par des mécanismes informels.

Le traitement des demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels est centralisé au bureau de l'AIPRP à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard). Le bureau de l'AIPRP compte deux unités : Opérations et Politique et gouvernance. En 2015-2016, le bureau du coordonnateur de l'AIPRP comptait 25,14 équivalents à temps plein (ETP).

Le Bureau du coordonnateur de l'AIPRP appuie et maintient un réseau de 26 agents de liaison de l'AIPRP (20 agents de liaison à l'Administration centrale de Charlottetown, cinq à Ottawa et un agent représentant les régions). Les agents de liaison sont responsables de recueillir l'information auprès de leur secteur respectif lorsqu'ils reçoivent une demande et de relever l'information susceptible d'être assujettie à une exception en vertu des lois.

## **II Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du Bureau de l'ombudsman des vétérans**

L'ombudsman des vétérans, l'ombudsman adjoint, le directeur exécutif des Opérations (anciennement le directeur général des opérations, tel qu'il est indiqué dans l'ordonnance de délégation de pouvoirs qui se trouve à l'annexe 1), le conseiller juridique et le directeur des Services généraux et des Opérations Charlottetown ont la pleine autorité d'exercer les pouvoirs et les fonctions de ministre pour le BOV à titre de chef du ministère des Anciens Combattants, conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation connexe (voir l'annexe 1). Bien que la pleine autorité ait été déléguée à quatre postes, l'ombudsman des vétérans a été nommé le cadre le plus élevé du BOV étant responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Le directeur des Services généraux et des Opérations Charlottetown est chargé de la gestion opérationnelle des fonctions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels au sein du BOV.

L'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du BOV à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) s'assure que les responsabilités du Bureau en vertu des deux lois sont assumées. Le traitement des demandes est centralisé au sein de cette unité, laquelle comprend le directeur des Services généraux et des Opérations Charlottetown, le coordonnateur de l'AIPRP et un agent de liaison. Le conseiller juridique est chargé de l'examen final et de la divulgation de l'information au demandeur. Ces quatre membres du personnel à temps plein ont été affectés à l'application des deux lois à temps partiel durant la période visée par le rapport de 2015-2016, ce qui représente 0,10 ETP.

Les activités principales de l'Unité de l'AIPRP du BOV sont les suivantes :

- traiter en temps opportun les demandes de renseignements présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, conformément à la législation, aux règlements et aux instruments de politique du Secrétariat du Conseil du Trésor en matière d'AIPRP;
- élaborer et mettre à jour des politiques, des procédures, des lignes directrices et des processus du BOV appuyant les lois sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels, ainsi que les exigences des organismes centraux;

- favoriser la sensibilisation à ces deux lois au sein du BOV de sorte que les employés comprennent bien leurs rôles et responsabilités;
- s'assurer que le BOV se conforme aux deux lois et aux exigences des organismes centraux;
- préparer et fournir à ACC de l'information propre au BOV, à inclure dans les rapports annuels au Parlement;
- effectuer et coordonner les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée pour le BOV;
- coordonner le règlement des plaintes contre le BOV déposées devant le commissaire à l'information, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, et devant le commissaire à la protection de la vie privée, en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- assurer une gestion centralisée des atteintes à la vie privée au sein du BOV;
- fournir des conseils et de l'orientation au personnel du BOV au sujet d'enjeux touchant l'AIPRP;
- aider le BOV à respecter ses engagements en matière d'ouverture et de transparence grâce à la divulgation proactive de l'information et à la communication de l'information en ayant recours à des mécanismes informels.

## 6. Ordonnance de délégation de pouvoirs

Les responsabilités associées à l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* sont confiées aux représentants ministériels et aux représentants du BOV au moyen d'une ordonnance de délégation de pouvoirs signée par le ministre des Anciens Combattants (voir l'annexe 1).

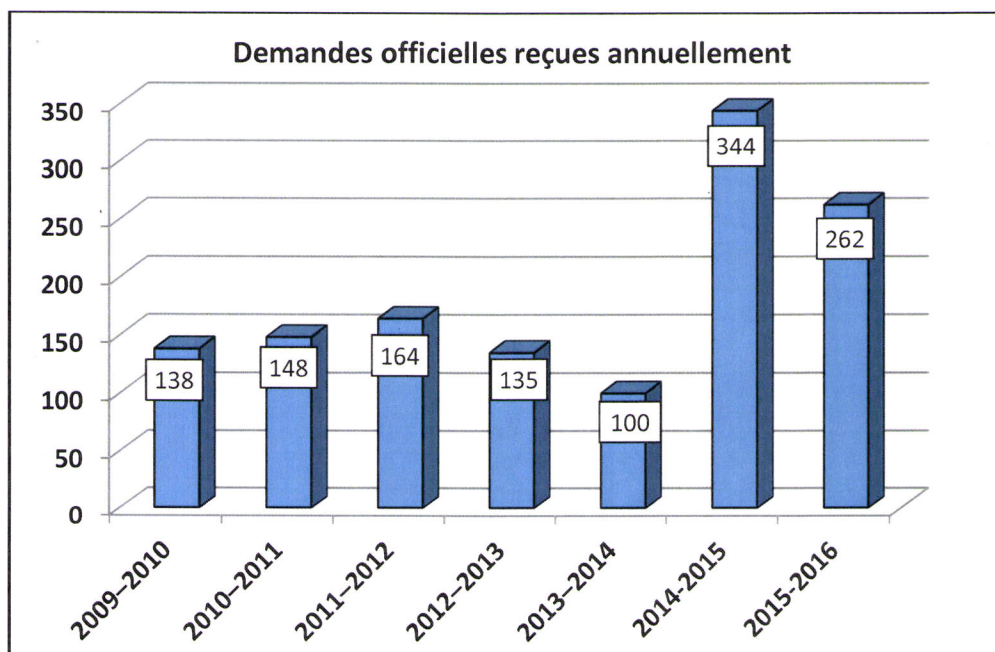
## 7. Interprétation du rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Le résumé qui suit fournit une interprétation des données statistiques sur l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* à ACC et au BOV, entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 31 mars 2016. Une ventilation des données sur le traitement est fournie à l'annexe 2 (rapport statistique d'ACC et du BOV). Une interprétation des données propres au BOV est fournie à l'annexe 3 (rapport statistique du BOV).

### Demandes officielles en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 31 mars 2016, le Ministère a reçu 262 demandes officielles d'information en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (260 par ACC et deux par le BOV). Cela constitue une diminution de 23,8 % des demandes reçues par rapport à l'exercice financier 2014–2015; le nombre de pages traitées et de pages divulguées a cependant augmenté respectivement de 18 % et de 17 % par rapport à l'exercice financier précédent. En outre, le nombre de demandes traitées dans les délais a augmenté de 13 %.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à devenir plus ouvert, inclusif et accessible. Cet engagement modernise le mode de fonctionnement du gouvernement. Avec ce gouvernement ouvert et l'ère numérique, il y a maintenant plus d'information gouvernementale offerte sur la place publique (p. ex., le site Web [ouvert.canada.ca/fr](http://ouvert.canada.ca/fr)). Anciens Combattant Canada se prépare à publier plus de données de manière proactive en 2016-2017, ce qui pourrait entraîner une baisse supplémentaire des demandes officielles d'accès à l'information.



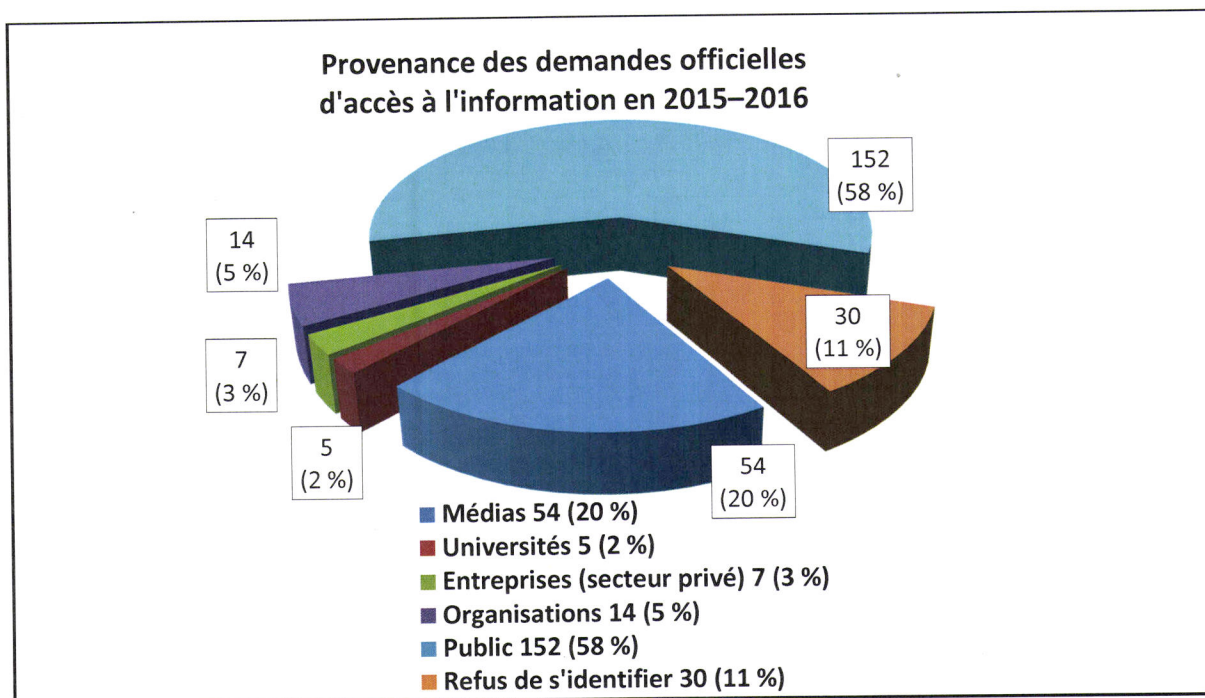
Le 1<sup>er</sup> avril 2015, 77 demandes actives ont été reportées de l'exercice précédent. Ces demandes combinées aux 262 demandes reçues en 2015-2016 totalisent 339 demandes nécessitant une action (337 par ACC et une par le BOV) durant l'exercice 2015-2016.

Le Ministère a traité 291 demandes officielles pendant la période de référence (289 par ACC et deux par le BOV). À la fin de l'exercice 2015-2016, 48 n'avaient pas été traitées (48 par ACC et aucune par le BOV) et ont été reportées à l'exercice 2016-2017.

Depuis avril 2014, ACC accepte des demandes d'information via le système de demandes d'AIPRP en ligne du gouvernement du Canada. Ce système permet aux clients et à d'autres membres du public de soumettre des demandes de renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, ou d'autres renseignements détenus par l'institution, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2015-2016, ACC a reçu 180 demandes d'information officielles en ligne en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Cela représente 69 % de toutes les demandes d'information officielles présentées au portail. Des 180 demandes reçues, 63 portaient sur des renseignements personnels.

## I Provenance des demandes reçues

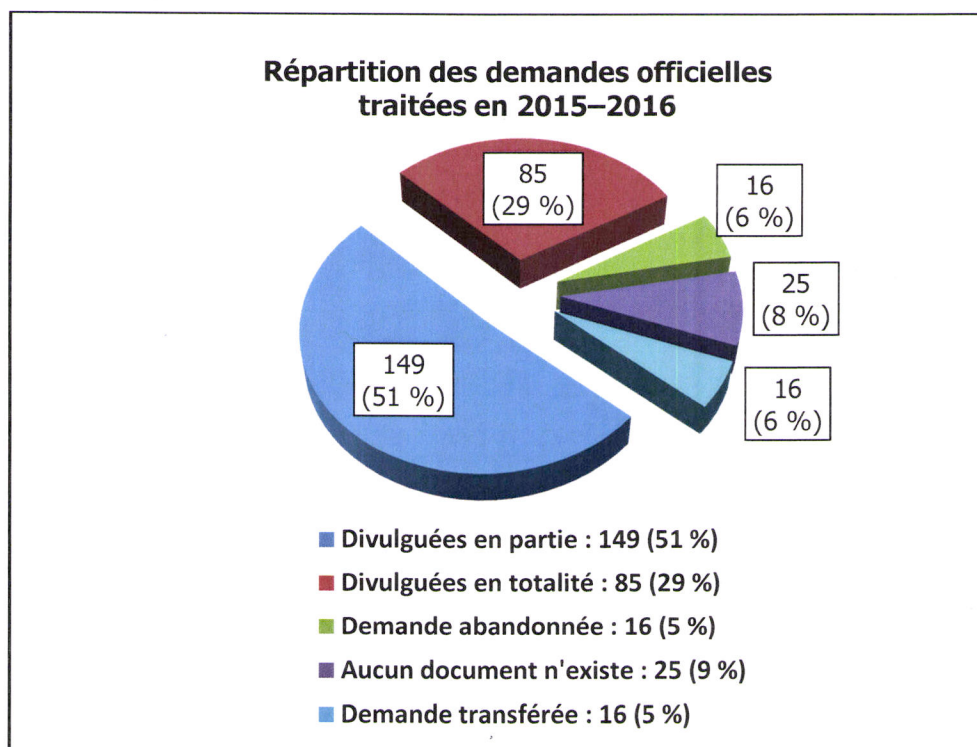
Le diagramme ci-après regroupe les 260 demandes reçues par ACC et les deux demandes reçues par le BOV au cours de la période de référence de 2015-2016.



## II Répartition des demandes traitées

Au total, 291 demandes officielles ont été traitées durant l'exercice 2015-2016, comparativement à 332 demandes au cours de la période de référence de 2014-2015, soit une diminution de 12 %. Le Ministère a traité 83 404 pages et en a divulgué 77 225 en 2015–2016 (le BOV a traité et divulgué trois pages). En comparaison, le Ministère a traité 70 618 pages et en a divulgué 65 843 en 2014–2015. Cela représente une augmentation de 18,1 % des pages divulguées en réponse aux demandes officielles d'accès à l'information par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-après fournit des précisions sur la répartition des 291 demandes traitées en 2015-2016 :



Le BOV a divulgué trois pages en totalité au cours de la période de référence de 2015-2016.

### III Exceptions citées

Bien que les Canadiens aient un droit d'accès à l'information publique, la *Loi sur l'accès à l'information* stipule des exceptions particulières où le besoin de ne pas divulguer certains renseignements est reconnu. Une exception est une disposition obligatoire ou discrétionnaire prévue par la Loi qui autorise le responsable d'une institution fédérale à refuser de communiquer des renseignements en réponse à une demande d'accès.

Anciens Combattants Canada a invoqué 259 exceptions en vertu des articles 13, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 24 et 26 de la *Loi sur l'accès à l'information*. La disposition la plus fréquemment invoquée est celle prévue au paragraphe 19(1), laquelle est invoquée pour refuser de communiquer des renseignements personnels tels que les renseignements médicaux de nature délicate. Pour les fins statistiques, une exception est comptée une fois seulement quand elle s'applique plusieurs fois à un dossier.

Il y a des demandeurs qui sont à la recherche de renseignements personnels en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, soit par erreur, soit parce qu'ils s'attendent à obtenir de l'information qui pourrait être protégée en vertu de la *Loi sur la protection de renseignements personnels*. En pareils cas, les renseignements personnels de tiers sont retirés aux termes de l'article 19 de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui explique en grande partie le recours du Ministère à l'article 19.

Le tableau qui suit donne des précisions sur le nombre de demandes en regard desquelles des exceptions particulières ont été invoquées.

| Exceptions citées                                                               | 2013–<br>2014 | 2014–<br>2015 | 2015–<br>2016 |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Alinéa 13(1)a) (Renseignements obtenus à titre confidentiel)                    | 0             | 3             | 1             |
| Alinéa 13(1)c) (Renseignements obtenus à titre confidentiel)                    | 0             | 2             | 1             |
| Article 14 (Consultations ou délibérations fédéro-provinciales)                 | 0             | 10            | 1             |
| Paragraphe 14a) (Consultations ou délibérations fédérales-provinciales)         | 2             | 8             | 1             |
| Paragraphe 15(1) (Sécurité)                                                     | 0             | 0             | 1             |
| Paragraphe 15(1) (Sécurité) – Affaires internationales                          | 0             | 0             | 1             |
| Sous-alinéa 16(1)a) (i) (Enquêtes)                                              | 0             | 0             | 2             |
| Alinéa 16(1)b) (Enquêtes)                                                       | 0             | 0             | 1             |
| Alinéa 16(1)c) (Enquêtes)                                                       | 0             | 0             | 1             |
| Paragraphe 16(2) (Méthodes de protection, etc.)                                 | 0             | 7             | 17            |
| Alinéa 16(2)a) (Méthodes de protection, etc.)                                   | 0             | 1             | 0             |
| Alinéa 16(2)c) (Méthodes de protection, etc.)                                   | 11            | 17            | 17            |
| Article 17 (Sécurité des individus)                                             | 0             | 0             | 1             |
| Paragraphe 18a) (Intérêts économiques de certaines institutions fédérales)      | 1             | 1             | 0             |
| Paragraphe 18b) (Intérêts économiques de certaines institutions fédérales)      | 2             | 7             | 0             |
| Paragraphe 18c) (Intérêts économiques de certaines institutions fédérales)      | 1             | 0             | 0             |
| Alinéa 18.1 (1)a) (Intérêts économiques de certaines institutions fédérales)    | 0             | 0             | 1             |
| Paragraphe 19(1) (Renseignements personnels)                                    | 51            | 135           | 139           |
| Alinéa 20(1)a) (Renseignements de tiers)                                        | 0             | 1             | 1             |
| Alinéa 20(1)b) (Renseignements de tiers)                                        | 3             | 6             | 6             |
| Alinéa 20(1)c) (Renseignements de tiers)                                        | 3             | 8             | 7             |
| Alinéa 20(1)d) (Renseignements de tiers)                                        | 0             | 3             | 1             |
| Article 20.1 Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public) | 0             | 1             | 0             |

|                                                                   |                       |                       |                       |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Alinéa 21(1)a) (Activités du gouvernement – Avis, etc.)           | 12                    | 20                    | 29                    |
| Alinéa 21(1)b) (Activités du gouvernement – Avis, etc.)           | 5                     | 8                     | 10                    |
| <b>Exceptions citées</b>                                          | <b>2013–<br/>2014</b> | <b>2014–<br/>2015</b> | <b>2015–<br/>2016</b> |
| Alinéa 21(1)c) (Activités du gouvernement – Avis, etc.)           | 4                     | 9                     | 1                     |
| Alinéa 21(1)d) (Activités du gouvernement – Avis, etc.)           | 1                     | 3                     | 2                     |
| Article 22 (Activités du gouvernement – Examens et vérifications) | 0                     | 0                     | 1                     |
| Article 23 (Secret professionnel des avocats)                     | 2                     | 8                     | 21                    |
| Paragraphe 24(1) (Interdictions fondées sur d'autres lois)        | 2                     | 2                     | 2                     |
| Article 26 (Refus de communication en cas de publication)         | 0                     | 6                     | 3                     |
| <b>Total des exceptions citées</b>                                | <b>100</b>            | <b>266</b>            | <b>269</b>            |

#### IV Exclusions citées

Une exclusion est l'information non assujettie à l'application de la *Loi*, comme il est prévu aux articles 68 et 69 de la *Loi sur l'accès à l'information*. En voici des exemples : documents publiés, documents mis en vente au public, documents déposés à Bibliothèque et Archives du Canada ou documents confidentiels du Conseil privé de la Reine. Durant la période de référence, ACC a invoqué l'article 68 à une occasion et l'article 69 à 38 reprises.

Le tableau qui suit donne des précisions sur le nombre de demandes en regard desquelles des exclusions particulières ont été invoquées.

| <b>Exclusions citées</b>                                                | <b>2013–<br/>2014</b> | <b>2014–<br/>2015</b> | <b>2015–<br/>2016</b> |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Paragraphe 68a) – Documents publiés ou mis en vente dans le public      | 1                     | 5                     | 1                     |
| Paragraphe 69(1) – Documents confidentiels du Conseil privé de la Reine | 0                     | 1                     | 0                     |
| Alinéa 69(1)a) – Propositions au Conseil                                | 3                     | 1                     | 1                     |
| Alinéa 69(1)b) – Options politiques                                     | 0                     | 0                     | 0                     |
| Alinéa 69(1)c) – Ordre du jour du Conseil et délibérations              | 1                     | 0                     | 1                     |

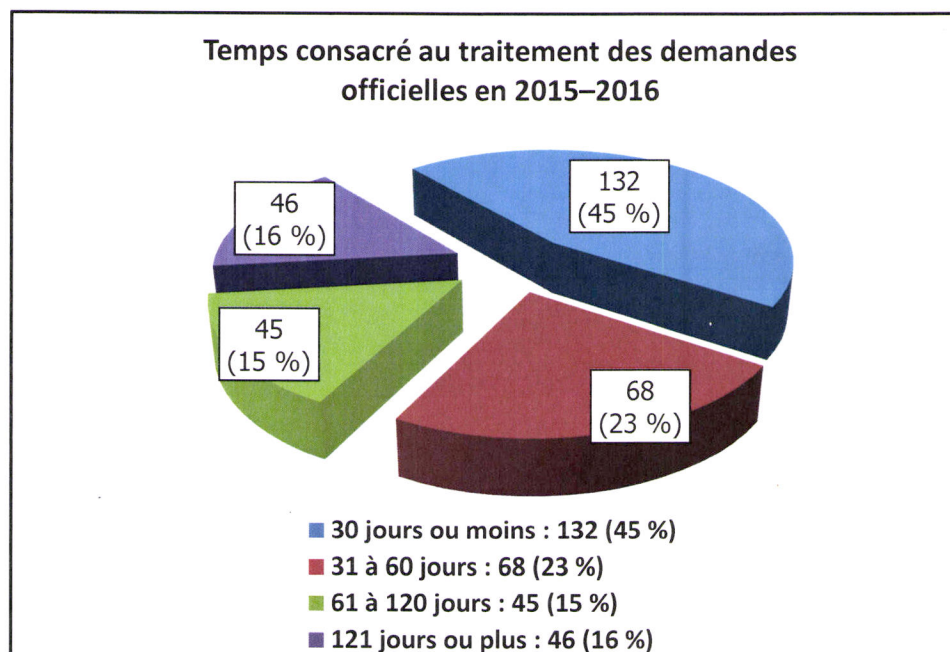
|                                                                                                                       |                  |                  |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Alinéa 69(1)d) – Documents employés dans la prise de décisions du gouvernement ou dans la formulation de sa politique | 0                | 5                | 4                |
| Alinéa 69(1)e) – Documents d'information à l'usage des ministres                                                      | 3                | 3                | 3                |
| <b>Exclusions citées</b>                                                                                              | <b>2013–2014</b> | <b>2014–2015</b> | <b>2015–2016</b> |
| Alinéa 69(1)f) – Avant-projets de loi ou projets de règlement                                                         | 0                | 0                | 1                |
| Alinéa 69(1)g) objet a) – Documents confidentiels du Cabinet                                                          | 2                | 12               | 16               |
| Alinéa 69(1)g) objet b) – Documents confidentiels du Cabinet                                                          | 2                | 0                | 0                |
| Alinéa 69(1)g) objet c) – Documents confidentiels du Cabinet                                                          | 3                | 1                | 2                |
| Alinéa 69 (1)g) objet d) – Documents confidentiels du Cabinet                                                         | 0                | 4                | 6                |
| Alinéa 69 (1)g) objet e) – Documents confidentiels du Cabinet                                                         | 1                | 2                | 2                |
| Alinéa 69 (1)g) objet f) – Documents confidentiels du Cabinet                                                         | 0                | 0                | 2                |
| <b>Total</b>                                                                                                          | <b>16</b>        | <b>34</b>        | <b>39</b>        |

## V Délais d'exécution

Durant la période de référence de 2015-2016, 132 des 291 demandes officielles ont été traitées en 30 jours ou moins (45 %). Comme l'illustre le diagramme ci-dessous, le Ministère a également fermé 159 dossiers au cours de l'année, ce qui a nécessité davantage de temps et d'effort.

Le Bureau de l'AIPRP d'ACC a collaboré avec le personnel des secteurs de programme dans l'ensemble du Ministère pour améliorer les délais d'exécution. Le personnel en place dans les secteurs a reçu une formation supplémentaire quant à ses responsabilités aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* ainsi que sur les pratiques exemplaires d'une recherche de documents efficace. Anciens Combattants Canada instaurera aussi en 2016-2017 de nouvelles procédures et des séances de recyclage pour améliorer les délais d'extraction fondées sur les pratiques exemplaires d'autres ministères et en consultation avec ceux-ci.

Nous suivrons aussi de près les changements proposés à la *Loi sur l'accès à l'information* afin d'y réagir avec efficacité et de rajuster les ressources, au besoin.



## VI Prorogation

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* prévoit la prorogation du délai légal si : 1) des consultations sont nécessaires; 2) la demande porte sur un important volume de documents ou le traitement de la demande dans le délai prévu risque d'entraver de manière déraisonnable le fonctionnement du Ministère.

Durant la période de référence, 29 demandes ont été prorogées par ACC. De ces demandes, 15 ont été prorogées de 30 jours ou moins, et 14 demandes ont nécessité une prorogation de 31 jours ou plus.

Le BOV n'a demandé aucune prorogation durant la période de référence de 2015-2016.

## VII Traduction

Ni ACC, ni le BOV n'ont reçu de demande nécessitant des services de traduction au cours de la période de référence de 2015-2016. En comparaison, ACC a reçu une demande de communication de renseignements qui a nécessité des services de traduction au cours de la période de référence de 2014-2015.

## VIII Format des renseignements communiqués

Il existe trois méthodes de consultation des renseignements au moyen desquelles les demandeurs peuvent obtenir les renseignements qu'ils ont demandés :

- 1) Recevoir des copies des documents visés;
- 2) Examiner ces documents au cours d'un rendez-vous fixé;
- 3) Examiner et recevoir des copies de ces documents.

Au total, 291 demandes ont été traitées au cours de l'exercice financier 2015-2016. Dans les 234 cas pour lesquels des documents ont été communiqués, le demandeur a reçu des copies du dossier. Aucun demandeur n'a demandé à consulter des documents sur place. Parmi les 57 autres demandes qui ont été fermées, 16 ont été abandonnées, il n'existait aucun document dans 25 cas et 16 demandes ont été transférées à une autre institution fédérale.

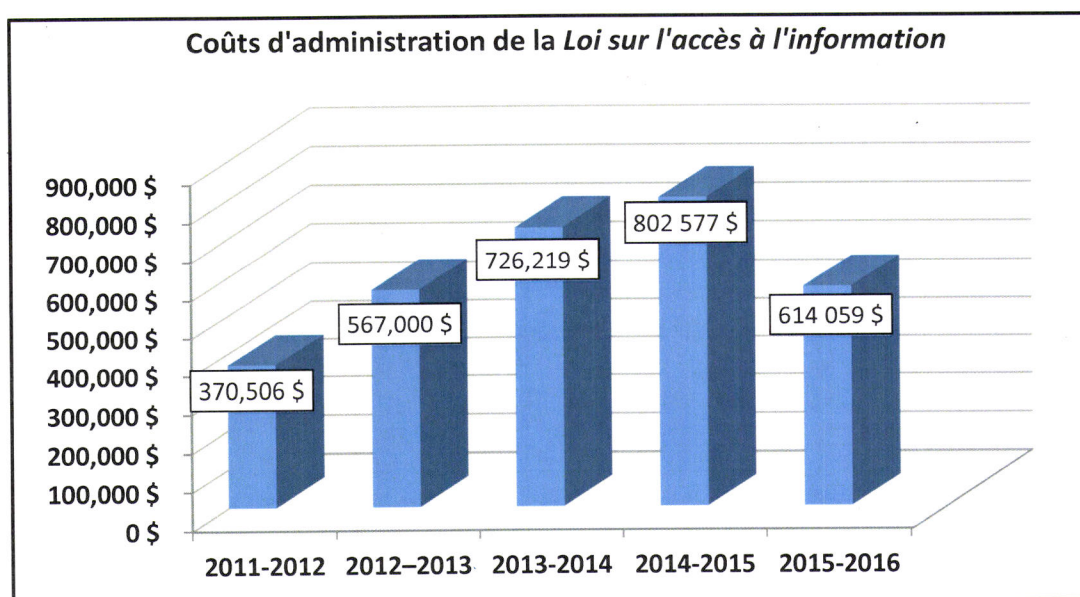
## IX Frais

Conformément à l'article 11 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le Ministère a perçu des droits d'accès à l'information de 1 675 \$ pendant la période de référence. De ce total, ACC a perçu 1 385 \$ en frais de demande requis par la *Loi*. Les 290 \$ qui restent ont été perçus pour payer les frais de recherche, une diminution de 37,6 % (ou 175 \$) par rapport au dernier exercice. Pour la même période, le Ministère a renoncé à des frais pour une somme de 60 \$.

## X Coûts

Les bureaux de l'AIPRP d'ACC et du BOV ont dépensé la somme combinée de 614 059 \$ pour administrer la *Loi sur l'accès à l'information* durant la période de référence. La ventilation de ces coûts est la suivante :

- 1) Salaires du personnel (y compris les heures supplémentaires) : 581 470 \$;
- 2) Contrats de services professionnels : 14 400 \$
- 3) Autres frais d'administration (frais de fonctionnement et d'entretien) : 18 189 \$.



La diminution des coûts pendant l'exercice financier 2015-2016 peut être liée à l'investissement d'environ 2,9 M\$ qu'a fait ACC pour réduire l'arriéré des demandes au cours des exercices 2013-2014 et 2014-2015. L'arriéré est maintenant éliminé et le coût d'application de la *Loi* s'est stabilisé.

Veuillez prendre note que les coûts indiqués dans le tableau ne concernent que les coûts directement liés aux bureaux de l'AIPRP. Ils ne tiennent pas compte du temps consacré à la compilation et à l'examen des dossiers visés par les demandes d'accès dans les divers secteurs de programme au sein du Ministère.

## **XI Publication des résumés des demandes traitées**

Depuis septembre 2011, ACC affiche les résumés des demandes d'accès à l'information sur le site Web du Ministère, conformément à l'annexe E de la *Directive sur l'administration de la Loi sur l'accès à l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor : Critères relatifs à l'affichage des Résumés des demandes d'accès à l'information achevées*.

La liste des résumés contient les demandes applicables traitées depuis septembre 2011, pour lesquelles des documents ont été extraits, traités ou il n'y avait aucun document existant. La liste est présentée en ordre chronologique et par numéro de demande.

ACC : <http://www.veterans.gc.ca/fra/about-us/organization/access-to-information-privacy/completed-access>

Depuis mai 2012, le BOV affiche aussi les résumés des demandes d'accès à l'information traitées sur son site Web.

BOV : <http://www.ombudsman-veterans.gc.ca/fra/transparence/aiprp/rapports>

## **8. Autres fonctions de l'AIPRP**

### **I Anciens Combattants Canada**

Le bureau de l'AIPRP d'ACC fournit d'autres services en plus de répondre aux demandes officielles présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Un de ces services est de répondre aux demandes non officielles. Une demande informelle est une demande de renseignements qui n'est pas faite ou traitée en vertu de la *Loi*. Aucuns frais ne peuvent être exigés en vertu de la *Loi* et il n'y a aucun délai de réponse pour ce type de demande. En outre, le demandeur n'a pas le droit de déposer de plainte. En plus des 262 demandes officielles, le bureau de l'AIPRP d'ACC a traité 86 demandes informelles d'accès à l'information au cours de l'exercice 2015-2016. En conséquence, 14 758 pages ont été traitées et 13 593 pages ont été divulguées.

En plus de traiter les demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information*, le bureau de l'AIPRP a traité également à diverses demandes en provenance du Ministère, ayant notamment traité à :

- l'analyse et la réponse à des questions de politique;

- l'examen des nouveaux formulaires de collecte de renseignements personnels;
- l'élaboration d'énoncés de confidentialité dans ces formulaires;
- l'évaluation des contrats et des protocoles d'entente;
- un soutien pour la réaction aux atteintes réelles et la prévention des atteintes possibles à la vie privée.

## II Bureau de l'ombudsman des vétérans

Le BOV n'a traité aucune demande non officielle au cours de la période de référence de 2015-2016.

En plus de traiter les demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, l'Unité de l'AIPRP du BOV a aussi traité diverses demandes en provenance du Bureau, ayant notamment trait à :

- l'analyse et la réponse à des questions internes relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels;
- l'évaluation des contrats;
- un soutien pour la prévention des atteintes possibles à la vie privée.

## 9. Consultation

Durant l'exercice financier 2015-2016, ACC a reçu 49 demandes de consultation d'autres institutions fédérales ou d'autres organismes ayant trait à des dossiers ou à des questions d'ACC. Le 1<sup>er</sup> avril 2015, quatre demandes actives ont été reportées de l'exercice précédent, s'ajoutant aux 49 demandes reçues au cours de l'exercice 2015-2016; il a donc fallu traiter un total de 53 demandes de consultation. Chacune de ces 53 demandes de consultation a été traitée et aucune n'a été reportée à l'exercice financier 2016-2017.

Au cours de la période de référence de 2015-2016, le BOV a reçu et traité une demande de consultation provenant de l'enquêteur correctionnel Canada.

## 10. Formation et sensibilisation

Au cours de l'exercice, les employés du Ministère ont reçu une formation sur l'AIPRP par divers médias. La formation a été donnée à 1 525 participants au cours de 94 séances de formation. Voici une description des activités de formation liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels précisant le nombre de participants et de séances de formation pour chacun des volets :

**Formation intégrée sur la sécurité et l'accès à l'information et protection des renseignements personnels**

**1 230 participants au cours de 78 séances**

Le cours obligatoire sur l'Orientation à la sécurité est offert à tous les employés dès leur entrée en fonction et à intervalles périodiques. Voici les sujets qui sont abordés :

- un aperçu général des lois et des principes fondamentaux en matière d'AIPRP;
- le principe du besoin de connaître;
- les règles régissant l'accès aux renseignements;
- l'obligation de prêter assistance.

### **Séances de sensibilisation à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels**

**145 participants au cours de 11 séances**

Les séances de sensibilisation à l'AIPRP portent sur les principes et les pratiques exemplaires de l'AIPRP. Les séances fournissent un survol de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, de l'obligation de prêter assistance, des exceptions et exclusions ainsi que des rôles et responsabilités associés à la gestion des renseignements personnels.

### **Programme national d'orientation et de formation**

**150 participants au cours de cinq séances**

À mesure qu'ACC embauche de nouveaux employés de première ligne, y compris des gestionnaires de cas et des agents des services aux clients, ceux-ci sont tenus de participer à un programme complet d'orientation et de formation. Les nouveaux employés ont la possibilité de recevoir une formation uniforme adaptée à leurs fonctions. L'AIPRP est un des pôles de la formation et on couvre les rôles et les responsabilités du point de vue de l'AIPRP, y compris, sans s'y limiter : ce que sont les renseignements personnels, les atteintes à la vie privée, ce qu'il faut documenter, les rôles dans la recherche de documents associés aux demandes d'AIPRP ainsi que les principes de collecte, d'utilisation et de divulgation.

## **11. Politiques, lignes directrices et procédures**

Le Ministère a officialisé le processus opérationnel relatif aux consultations internes de renseignements personnels ayant trait aux plaintes de harcèlement. Cela assure que la consultation de la Direction générale des ressources humaines relative à ces dossiers est traitée de manière uniforme et conformément aux lois et aux politiques pertinentes, notamment le *Guide d'enquête pour l'application de la Politique sur la prévention et la résolution du harcèlement* et la *Directive sur le processus de traitement des plaintes de harcèlement* du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le Ministère limite aussi strictement le nombre d'employés du Bureau de l'AIPRP prenant connaissance des dossiers de plaintes.

Le BOV a tenu à jour et surveillé les politiques, les lignes directrices et les procédures actuelles liées à l'accès à l'information et a finalisé un protocole relatif à la protection de la vie privée à des fins non administratives durant la période de référence de 2015-2016.

## **12. Plaintes et enquêtes**

Anciens Combattants Canada avait six plaintes actives auprès du Commissariat à l'information du Canada au cours de l'exercice 2015-2016. De ce nombre, il y avait une nouvelle plainte; elle portait sur le refus d'accès. Cinq plaintes avaient été reportées de l'exercice 2014-2015. Anciens Combattants Canada a présenté des observations au Commissariat à l'information sur deux des plaintes actives en 2015-2016. Le Commissariat à l'information continue d'enquêter sur les quatre autres plaintes et Anciens Combattants Canada fera des observations à leur sujet, sur demande.

Le Commissariat à l'information n'a reçu aucune plainte contre le Bureau de l'ombudsman des vétérans au cours de la période de référence de 2015-2016.

## **13. Appels devant les tribunaux**

Aucun appel devant les tribunaux pour ACC ou le BOV n'est à signaler pendant la période de référence.

## **14. Surveillance – Demandes d'accès à l'information**

### **I Anciens Combattants Canada**

Le système de surveillance des dossiers est rigoureux. Une fois par semaine, le directeur, le gestionnaire des opérations et le responsable de l'équipe de l'AIPRP examinent l'état des demandes afin de surveiller les délais à venir. Par ailleurs, le coordonnateur de l'AIPRP prépare des rapports statistiques mensuels faisant état des demandes reçues et traitées, ainsi que du nombre de demandes en retard.

### **II Bureau de l'ombudsman des vétérans**

Le Bureau de l'ombudsman des vétérans exerce un suivi du temps consacré au traitement des demandes d'accès à l'information à l'aide d'une feuille de calcul. Ce document est tenu à jour par le coordonnateur et l'agent de liaison de l'AIPRP. Tout problème de traitement anticipé est transmis au directeur des Services généraux et des Opérations Charlottetown.

# Annexe 1 : Ordonnance de délégation de pouvoirs d'ACC et du BOV – Loi sur l'accès à l'information et Règlement sur l'accès à l'information

## Arrêté de délégation de pouvoirs – Loi sur l'accès à l'information et Règlement sur l'accès à l'information

Le ministre des Anciens Combattants, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, délègue aux titulaires des postes indiqués dans l'annexe qui suit, ou aux personnes occupant ces postes à titre intérimaire, l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui ont été conférés à titre de responsable d'Anciens Combattants Canada en vertu des dispositions de la *Loi* et du *Règlement* qui figurent ci-dessous. La présente annexe remplace tous les arrêtés antérieurs sur la délégation de pouvoirs.

| <b>Loi sur l'accès à l'information</b><br>Dispositions et descriptions correspondantes |                                                                         | <b>Colonne 1</b><br>Sous-ministre et SM délégué | <b>Colonne 2</b><br>Sous-ministres adjoints, directeur général des Communications et postes de haute direction du ministère des Anciens Combattants relevant directement des postes indiqués dans la colonne 1 | <b>Colonne 3</b><br>Coordonnateur de l'accès à l'information au ministère des Anciens Combattants | <b>Colonne 4</b><br>Poste d'analyste principal (PM-05 ou échelon supérieur) au ministère des Anciens Combattants relevant directement au poste indiqué dans la colonne 3 | <b>Colonne 5</b><br>Poste d'analyste à la Direction générale de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'Anciens Combattants Canada relevant directement des postes indiqués dans la colonne 4 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4(2.1)                                                                                 | Responsable de l'institution fédérale (obligation de prêter assistance) | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 7a)                                                                                    | Notification faisant suite à une demande de communication               | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 7b)                                                                                    | Communication du document                                               | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                   |
| 8(1)                                                                                   | Transmission de la demande                                              | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 9                                                                                      | Prorogation du délai                                                    | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 11(2)(3)<br>(4)(5)(6)                                                                  | Frais supplémentaires                                                   | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 11(6)                                                                                  | Dispense                                                                | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                   |
| 12(2)b)                                                                                | Version (langue) de la communication                                    | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |
| 12(3)b)                                                                                | Communication sur support de                                            | X                                               | X                                                                                                                                                                                                              | X                                                                                                 | X                                                                                                                                                                        | X                                                                                                                                                                                                                                 |

|                   |                                                          |   |   |   |   |
|-------------------|----------------------------------------------------------|---|---|---|---|
|                   | substitution                                             |   |   |   |   |
| 13                | Renseignements obtenus à titre confidentiel              | X | X | X | X |
| 14                | Affaires fédéro-provinciales                             | X | X | X | X |
| 15                | Affaires internationales et défense                      | X | X | X | X |
| 16                | Enquêtes                                                 | X | X | X | X |
| 17                | Sécurité des individus                                   | X | X | X | X |
| 18                | Intérêts économiques du Canada                           | X | X | X | X |
| 18 1              | Intérêts économiques de certaines institutions fédérales | X | X | X | X |
| 19                | Renseignements personnels                                | X | X | X | X |
| 20                | Renseignements de tiers                                  | X | X | X | X |
| 21                | Activités du gouvernement                                | X | X | X | X |
| 22                | Examens et vérifications                                 | X | X | X | X |
| 22 1              | Vérifications internes                                   | X | X | X | X |
| 23                | Secret professionnel des avocats                         | X | X | X | X |
| 24                | Interdictions fondées sur d'autres lois                  | X | X | X | X |
| 25                | Prélèvements                                             | X | X | X | X |
| 26                | Refus de communication en cas de publication             | X | X | X | X |
| 27(1), (4)        | Avis aux tiers                                           | X | X | X | X |
| 28(1)b), (2), (4) | Observations des tiers                                   | X | X | X | X |
| 29(1)             | Recommandation du Commissaire à l'information            | X | X | X | X |

|                                                     |                                                                   |   |   |   |   |   |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|
|                                                     | (communication d'un document)                                     |   |   |   |   |   |
| 33                                                  | Avis aux tiers (information du Commissaire)                       | X | X | X | X |   |
| 35(2)b)                                             | Droit de présenter des observations                               | X | X | X | X |   |
| 37(1)                                               | Avis sur la mise en œuvre des recommandations du Commissaire      | X | X | X | X |   |
| 37(4)                                               | Communication accordée                                            | X | X | X | X |   |
| 43(1)                                               | Avis au tiers du recours en révision                              | X | X | X |   |   |
| 44(2)                                               | Avis d'un recours en révision à la personne qui a fait la demande | X | X | X | X |   |
| 52(2)b)<br>52(3)                                    | Règles spéciales – auditions                                      | X | X |   |   |   |
| 71(1)                                               | Installations de consultation des manuels                         | X | X | X | X |   |
| 72                                                  | Rapports au Parlement                                             | X | X | X |   |   |
| <b>Règlement sur l'accès à l'information</b>        |                                                                   |   |   |   |   |   |
| <b>Dispositions et descriptions correspondantes</b> |                                                                   |   |   |   |   |   |
| 6(1)                                                | Transmission de la demande                                        | X | X | X | X | X |
| 7(2)                                                | Droits à percevoir – recherche et préparation                     | X | X | X | X | X |
| 7(3)                                                | Droits à percevoir – Production et programmation                  | X | X | X | X | X |

Ministre des Ancien Combattants

|     |                               |   |   |   |   |
|-----|-------------------------------|---|---|---|---|
| 8   | Modes d'accès                 | X | X | X | X |
| 8.1 | Limites en fonction du format | X | X | X | X |

La partie suivante de la délégation de pouvoirs vise les fichiers et les renseignements créés, recueillis, conservés, utilisés et communiqués par le Bureau de l'ombudsman des vétérans.

| Poste                                                          | Loi sur l'accès à l'information | Règlement sur l'accès à l'information |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|
| Ombudsman des vétérans                                         | Délégation complète             | Délégation complète                   |
| Directeur général, Opérations                                  | Délégation complète             | Délégation complète                   |
| Conseiller juridique                                           | Délégation complète             | Délégation complète                   |
| Directeur, Services ministériels et Opérations à Charlottetown | Délégation complète             | Délégation complète                   |



Minister of Veterans Affairs

Ministre des Ancien Combattants

March 16/16  
Date

## Annexe 2 : Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information* (ACC et BOV)



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

### Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Anciens Combattants Canada

Période d'établissement de rapport : 2015-04-01 au 2016-03-31

#### PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

##### 1.1 Nombre de demandes

|                                                                         | Nombre de demandes |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 262                |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 77                 |
| <b>Total</b>                                                            | <b>339</b>         |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 291                |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 48                 |

##### 1.2 Source des demandes

| Source                             | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias                             | 54                 |
| Secteur universitaire              | 5                  |
| Secteur commercial (secteur privé) | 7                  |
| Organisation                       | 14                 |
| Public                             | 152                |
| Refus de s'identifier              | 30                 |
| <b>Total</b>                       | <b>262</b>         |

##### 1.3 Demandes informelles

| Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| 16                  | 17            | 31            | 14             | 6               | 1               | 1                 | 86    |

**Remarque :** Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

## PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

### 2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition              | Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total      |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|------------|
|                          | 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |            |
| Communication totale     | 9                   | 31            | 26            | 11             | 3               | 5               | 0                 | 85         |
| Communication partielle  | 1                   | 40            | 40            | 32             | 10              | 20              | 6                 | 149        |
| Exception totale         | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0          |
| Exclusion totale         | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0          |
| Aucun document n'existe  | 10                  | 13            | 0             | 2              | 0               | 0               | 0                 | 25         |
| Demande transmise        | 16                  | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 16         |
| Demande abandonnée       | 8                   | 4             | 2             | 0              | 0               | 0               | 2                 | 16         |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0          |
| <b>Total</b>             | <b>44</b>           | <b>88</b>     | <b>68</b>     | <b>45</b>      | <b>13</b>       | <b>25</b>       | <b>8</b>          | <b>291</b> |

### 2.2 Exceptions

| Article        | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes |
|----------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| 13(1) a)       | 1                  | 16(2)      | 17                 | 18 a)      | 0                  | 20.1     | 0                  |
| 13(1) b)       | 0                  | 16(2) a)   | 0                  | 18 b)      | 0                  | 20.2     | 0                  |
| 13(1) c)       | 1                  | 16(2) b)   | 0                  | 18 c)      | 0                  | 20.4     | 0                  |
| 13(1) d)       | 0                  | 16(2) c)   | 17                 | 18 d)      | 0                  | 21(1) a) | 29                 |
| 13(1) e)       | 0                  | 16(3)      | 0                  | 18.1(1) a) | 1                  | 21(1) b) | 10                 |
| 14             | 1                  | 16.1(1) a) | 0                  | 18.1(1) b) | 0                  | 21(1) c) | 1                  |
| 14 a)          | 1                  | 16.1(1) b) | 0                  | 18.1(1) c) | 0                  | 21(1) d) | 2                  |
| 14 b)          | 0                  | 16.1(1) c) | 0                  | 18.1(1) d) | 0                  | 22       | 1                  |
| 15(1)          | 1                  | 16.1(1) d) | 0                  | 19(1)      | 139                | 22.1(1)  | 0                  |
| 15(1) - A.I.*  | 1                  | 16.2(1)    | 0                  | 20(1) a)   | 1                  | 23       | 0                  |
| 15(1) - Déf.*  | 0                  | 16.3       | 0                  | 20(1) b)   | 6                  | 24(1)    | 2                  |
| 15(1) - A.S.*  | 0                  | 16.4(1) a) | 0                  | 20(1) b.1) | 0                  | 26       | 3                  |
| 16(1) a) (i)   | 2                  | 16.4(1) b) | 0                  | 20(1) c)   | 7                  |          |                    |
| 16(1) a) (ii)  | 0                  | 16.5       | 0                  | 20(1) d)   | 1                  |          |                    |
| 16(1) a) (iii) | 0                  | 17         | 1                  |            |                    |          |                    |
| 16(1) b)       | 1                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) c)       | 1                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) d)       | 0                  |            |                    |            |                    |          |                    |

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

|                          |     |      |    |       |    |       |    |       |   |       |
|--------------------------|-----|------|----|-------|----|-------|----|-------|---|-------|
| Ni confirmée ni infirmée | 0   | 0    | 0  | 0     | 0  | 0     | 0  | 0     | 0 | 0     |
| Total                    | 149 | 2852 | 60 | 14413 | 20 | 13926 | 19 | 29782 | 2 | 16252 |

## 2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes | Article        | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|----------|--------------------|----------------|--------------------|
| 68 a)   | 1                  | 69(1)    | 0                  | 69(1) g) re a) | 16                 |
| 68 b)   | 0                  | 69(1) a) | 1                  | 69(1) g) re b) | 0                  |
| 68 c)   | 0                  | 69(1) b) | 0                  | 69(1) g) re c) | 2                  |
| 68.1    | 0                  | 69(1) c) | 1                  | 69(1) g) re d) | 6                  |
| 68.2 a) | 0                  | 69(1) d) | 4                  | 69(1) g) re e) | 2                  |
| 68.2 b) | 0                  | 69(1) e) | 3                  | 69(1) g) re f) | 2                  |
|         |                    | 69(1) f) | 1                  | 69.1(1)        | 0                  |

## 2.4 Support des documents communiqués

| Disposition             | Papier | Électronique | Autres |
|-------------------------|--------|--------------|--------|
| Communication totale    | 68     | 17           | 0      |
| Communication partielle | 52     | 93           | 4      |
| Total                   | 120    | 110          | 4      |

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| Communication totale     | 11866                    | 11471                        | 85                 |
| Communication partielle  | 69668                    | 64026                        | 149                |
| Exception totale         | 0                        | 0                            | 0                  |
| Exclusion totale         | 0                        | 0                            | 0                  |
| Demande abandonnée       | 2070                     | 1728                         | 16                 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                        | 0                            | 0                  |

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition             | Moins de 100 pages traitées |                    | 101 à 500 pages traitées |                    | 501 à 1 000 pages traitées |                    | 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                         | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes       | Pages communiquées | Nombre de demandes         | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| Communication totale    | 75                          | 773                | 7                        | 1505               | 1                          | 982                | 1                            | 1743               | 1                            | 6468               |
| Communication partielle | 60                          | 2079               | 52                       | 12847              | 19                         | 12944              | 17                           | 26372              | 1                            | 9784               |
| Exception totale        | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Exclusion totale        | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Demande abandonnée      | 14                          | 0                  | 1                        | 61                 | 0                          | 0                  | 1                            | 1667               | 0                            | 0                  |

### 2.5.3 Autres complexités

| Disposition              | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres   | Total     |
|--------------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------|-----------|
| Communication totale     | 3                    | 1                    | 0              | 0        | 4         |
| Communication partielle  | 38                   | 3                    | 0              | 0        | 41        |
| Exception totale         | 0                    | 0                    | 0              | 0        | 0         |
| Exclusion totale         | 0                    | 0                    | 0              | 0        | 0         |
| Demande abandonnée       | 1                    | 1                    | 1              | 0        | 3         |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                    | 0                    | 0              | 0        | 0         |
| <b>Total</b>             | <b>42</b>            | <b>5</b>             | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>48</b> |

### 2.6 Présomptions de refus

#### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal   |                      |                      |        |
|------------------------------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
|                                                      | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 148                                                  | 57                | 9                    | 3                    | 79     |

#### 2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total      |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------|
| 1 à 15 jours              | 38                                                           | 2                                                      | 40         |
| 16 à 30 jours             | 20                                                           | 3                                                      | 23         |
| 31 à 60 jours             | 27                                                           | 2                                                      | 29         |
| 61 à 120 jours            | 20                                                           | 1                                                      | 21         |
| 121 à 180 jours           | 8                                                            | 1                                                      | 9          |
| 181 à 365 jours           | 14                                                           | 6                                                      | 20         |
| Plus de 365 jours         | 3                                                            | 3                                                      | 6          |
| <b>Total</b>              | <b>130</b>                                                   | <b>18</b>                                              | <b>148</b> |

### 2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction   | Acceptées | Refusées | Total    |
|--------------------------|-----------|----------|----------|
| De l'anglais au français | 0         | 0        | 0        |
| Du français à l'anglais  | 0         | 0        | 0        |
| <b>Total</b>             | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> |

## PARTIE 3 - Prorogations

### 3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |           | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|-----------|---------------------------|
|                                                    |                                     | Article 69             | Autres    |                           |
| Communication totale                               | 0                                   | 0                      | 1         | 0                         |
| Communication partielle                            | 7                                   | 4                      | 15        | 0                         |
| Exception totale                                   | 0                                   | 0                      | 0         | 0                         |
| Exclusion totale                                   | 0                                   | 0                      | 0         | 0                         |
| Aucun document n'existe                            | 0                                   | 0                      | 0         | 0                         |
| Demande abandonnée                                 | 1                                   | 0                      | 0         | 1                         |
| <b>Total</b>                                       | <b>8</b>                            | <b>4</b>               | <b>16</b> | <b>1</b>                  |

### 3.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |           | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|-----------|---------------------------|
|                        |                                     | Article 69             | Autres    |                           |
| 30 jours ou moins      | 5                                   | 0                      | 10        | 0                         |
| 31 à 60 jours          | 2                                   | 0                      | 0         | 1                         |
| 61 à 120 jours         | 1                                   | 1                      | 5         | 0                         |
| 121 à 180 jours        | 0                                   | 3                      | 1         | 0                         |
| 181 à 365 jours        | 0                                   | 0                      | 0         | 0                         |
| Plus de 365 jours      | 0                                   | 0                      | 0         | 0                         |
| <b>Total</b>           | <b>8</b>                            | <b>4</b>               | <b>16</b> | <b>1</b>                  |

## PARTIE 4 - Frais

| Type de frais           | Frais perçus       |                | Frais dispensés ou remboursés |             |
|-------------------------|--------------------|----------------|-------------------------------|-------------|
|                         | Nombre de demandes | Montant        | Nombre de demandes            | Montant     |
| Présentation            | 277                | \$1,365        | 12                            | \$60        |
| Recherche               | 2                  | \$290          | 0                             | \$0         |
| Production              | 0                  | \$0            | 0                             | \$0         |
| Programmation           | 0                  | \$0            | 0                             | \$0         |
| Préparation             | 0                  | \$0            | 0                             | \$0         |
| Support de substitution | 0                  | \$0            | 0                             | \$0         |
| Reproduction            | 0                  | \$0            | 0                             | \$0         |
| <b>Total</b>            | <b>279</b>         | <b>\$1,675</b> | <b>12</b>                     | <b>\$60</b> |

## PARTIE 5 Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations                                                           | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 49                                            | 1788                      | 2                    | 50                        |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 4                                             | 21                        | 0                    | 0                         |
| <b>Total</b>                                                            | <b>53</b>                                     | <b>1809</b>               | <b>2</b>             | <b>50</b>                 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 53                                            | 1809                      | 2                    | 50                        |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 0                                             | 0                         | 0                    | 0                         |

### 5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total     |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |           |
| Communiquer en entier           | 15                                                               | 15            | 11            | 0              | 0               | 0               | 0                 | 41        |
| Communiquer en partie           | 2                                                                | 3             | 4             | 1              | 0               | 0               | 0                 | 10        |
| Exempter en entier              | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0         |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 1             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1         |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0         |
| Autre                           | 0                                                                | 1             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1         |
| <b>Total</b>                    | <b>17</b>                                                        | <b>20</b>     | <b>15</b>     | <b>1</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>          | <b>53</b> |

### 5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total    |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |          |
| Communiquer en entier           | 0                                                                | 2             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 2        |
| Communiquer en partie           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0        |
| Exempter en entier              | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0        |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0        |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0        |
| Autre                           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0        |
| <b>Total</b>                    | <b>0</b>                                                         | <b>2</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>          | <b>2</b> |

**PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet**

**6.1 Demandes auprès des services juridiques**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 3                           | 5                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 3                           | 65                 | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 2                           | 69                 | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | <b>8</b>                    | <b>139</b>         | <b>0</b>                    | <b>0</b>           | <b>0</b>                      | <b>0</b>           | <b>0</b>                        | <b>0</b>           | <b>0</b>                     | <b>0</b>           |

**6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 1                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | <b>1</b>                    | <b>0</b>           | <b>0</b>                    | <b>0</b>           | <b>0</b>                      | <b>0</b>           | <b>0</b>                        | <b>0</b>           | <b>0</b>                     | <b>0</b>           |

**PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes**

| Article 32 | Article 35 | Article 37 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 1          | 2          | 1          | 4     |

**PARTIE 8 - Recours judiciaire**

| Article 41 | Article 42 | Article 44 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 0          | 0          | 0          | 0     |

### 9.1 Coûts

| Dépenses                              |          | Montant   |
|---------------------------------------|----------|-----------|
| Salaires                              |          | \$585,716 |
| Heures supplémentaires                |          | \$4,180   |
| Biens et services                     |          | \$32,589  |
| • Contrats de services professionnels | \$14,400 |           |
| • Autres                              | \$18,189 |           |
| Total                                 |          | \$602,485 |

### 9.2 Ressources humaines

| Ressources                               | Années-personnes<br>consacrées aux<br>activités liées à l'accès<br>à l'information |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Employés à temps plein                   | 5.93                                                                               |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.81                                                                               |
| Employés régionaux                       | 0.00                                                                               |
| Experts-conseils et personnel d'agence   | 0.00                                                                               |
| Étudiants                                | 0.22                                                                               |
| Total                                    | 6.96                                                                               |

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

## Annexe 3 : Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information* (BOV)

### Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Bureau de l'ombudsman des vétérans

Période d'établissement de rapport : 2015-04-01 au 2016-03-31

#### PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

##### 1.1 Nombre de demandes

|                                                                         | Nombre de demandes |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 2                  |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0                  |
| <b>Total</b>                                                            | <b>2</b>           |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 2                  |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 0                  |

##### 1.2 Source des demandes

| Source                             | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias                             | 1                  |
| Secteur universitaire              | 0                  |
| Secteur commercial (secteur privé) | 0                  |
| Organisation                       | 0                  |
| Public                             | 1                  |
| Refus de s'identifier              | 0                  |
| <b>Total</b>                       | <b>2</b>           |

##### 1.3 Demandes informelles

| Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |

**Remarque :** Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

## PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

### 2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition              | Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                          | 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communication totale     | 0                   | 1             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Communication partielle  | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exception totale         | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exclusion totale         | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Aucun document n'existe  | 0                   | 1             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Demande transmise        | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Demande abandonnée       | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Total                    | 0                   | 2             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 2     |

### 2.2 Exceptions

| Article        | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes |
|----------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| 13(1) a)       | 0                  | 16(2)      | 0                  | 18 a)      | 0                  | 20.1     | 0                  |
| 13(1) b)       | 0                  | 16(2) a)   | 0                  | 18 b)      | 0                  | 20.2     | 0                  |
| 13(1) c)       | 0                  | 16(2) b)   | 0                  | 18 c)      | 0                  | 20.4     | 0                  |
| 13(1) d)       | 0                  | 16(2) c)   | 0                  | 18 d)      | 0                  | 21(1) a) | 0                  |
| 13(1) e)       | 0                  | 16(3)      | 0                  | 18.1(1) a) | 0                  | 21(1) b) | 0                  |
| 14             | 0                  | 16.1(1) a) | 0                  | 18.1(1) b) | 0                  | 21(1) c) | 0                  |
| 14 a)          | 0                  | 16.1(1) b) | 0                  | 18.1(1) c) | 0                  | 21(1) d) | 0                  |
| 14 b)          | 0                  | 16.1(1) c) | 0                  | 18.1(1) d) | 0                  | 22       | 0                  |
| 15(1)          | 0                  | 16.1(1) d) | 0                  | 19(1)      | 0                  | 22.1(1)  | 0                  |
| 15(1) - A.I.*  | 0                  | 16.2(1)    | 0                  | 20(1) a)   | 0                  | 23       | 0                  |
| 15(1) - Déf.*  | 0                  | 16.3       | 0                  | 20(1) b)   | 0                  | 24(1)    | 0                  |
| 15(1) - A.S.*  | 0                  | 16.4(1) a) | 0                  | 20(1) b.1) | 0                  | 26       | 0                  |
| 16(1) a) (i)   | 0                  | 16.4(1) b) | 0                  | 20(1) c)   | 0                  |          |                    |
| 16(1) a) (ii)  | 0                  | 16.5       | 0                  | 20(1) d)   | 0                  |          |                    |
| 16(1) a) (iii) | 0                  | 17         | 0                  |            |                    |          |                    |
| 16(1) b)       | 0                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) c)       | 0                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) d)       | 0                  |            |                    |            |                    |          |                    |

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

## 2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes | Article        | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|----------|--------------------|----------------|--------------------|
| 68 a)   | 0                  | 69(1)    | 0                  | 69(1) g) re a) | 0                  |
| 68 b)   | 0                  | 69(1) a) | 0                  | 69(1) g) re b) | 0                  |
| 68 c)   | 0                  | 69(1) b) | 0                  | 69(1) g) re c) | 0                  |
| 68.1    | 0                  | 69(1) c) | 0                  | 69(1) g) re d) | 0                  |
| 68.2 a) | 0                  | 69(1) d) | 0                  | 69(1) g) re e) | 0                  |
| 68.2 b) | 0                  | 69(1) e) | 0                  | 69(1) g) re f) | 0                  |
|         |                    | 69(1) f) | 0                  | 69.1(1)        | 0                  |

## 2.4 Support des documents communiqués

| Disposition             | Papier | Électronique | Autres |
|-------------------------|--------|--------------|--------|
| Communication totale    | 1      | 0            | 0      |
| Communication partielle | 0      | 0            | 0      |
| Total                   | 1      | 0            | 0      |

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| Communication totale     | 3                        | 3                            | 1                  |
| Communication partielle  | 0                        | 0                            | 0                  |
| Exception totale         | 0                        | 0                            | 0                  |
| Exclusion totale         | 0                        | 0                            | 0                  |
| Demande abandonnée       | 0                        | 0                            | 0                  |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                        | 0                            | 0                  |

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition              | Moins de 100 pages traitées |                    | 101 à 500 pages traitées |                    | 501 à 1 000 pages traitées |                    | 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|--------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                          | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes       | Pages communiquées | Nombre de demandes         | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| Communication totale     | 1                           | 3                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Communication partielle  | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Exception totale         | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Exclusion totale         | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Demande abandonnée       | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Total                    | 1                           | 3                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |

### 2.5.3 Autres complexités

| Disposition              | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------------|----------------|--------|-------|
| Communication totale     | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| Communication partielle  | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| Exception totale         | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| Exclusion totale         | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| Demande abandonnée       | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |
| <b>Total</b>             | 0                    | 0                    | 0              | 0      | 0     |

### 2.6 Présomptions de refus

#### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal   |                      |                      |        |
|------------------------------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
|                                                      | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 0                                                    | 0                 | 0                    | 0                    | 0      |

#### 2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------|
| 1 à 15 jours              | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| 16 à 30 jours             | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| 31 à 60 jours             | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| 61 à 120 jours            | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| 121 à 180 jours           | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| 181 à 365 jours           | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| Plus de 365 jours         | 0                                                            | 0                                                      | 0     |
| <b>Total</b>              | 0                                                            | 0                                                      | 0     |

### 2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction   | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0         | 0        | 0     |
| Du français à l'anglais  | 0         | 0        | 0     |
| <b>Total</b>             | 0         | 0        | 0     |

## PARTIE 3 Prorogations

### 3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |          | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|----------|---------------------------|
|                                                    |                                     | Article 69             | Autres   |                           |
| Communication totale                               | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Communication partielle                            | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Exception totale                                   | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Exclusion totale                                   | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Aucun document n'existe                            | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Demande abandonnée                                 | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| <b>Total</b>                                       | <b>0</b>                            | <b>0</b>               | <b>0</b> | <b>0</b>                  |

### 3.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |          | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|----------|---------------------------|
|                        |                                     | Article 69             | Autres   |                           |
| 30 jours ou moins      | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| 31 à 60 jours          | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| 61 à 120 jours         | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| 121 à 180 jours        | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| 181 à 365 jours        | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| Plus de 365 jours      | 0                                   | 0                      | 0        | 0                         |
| <b>Total</b>           | <b>0</b>                            | <b>0</b>               | <b>0</b> | <b>0</b>                  |

## PARTIE 4 – Frais

| Type de frais           | Frais perçus       |             | Frais dispensés ou remboursés |            |
|-------------------------|--------------------|-------------|-------------------------------|------------|
|                         | Nombre de demandes | Montant     | Nombre de demandes            | Montant    |
| Présentation            | 2                  | \$10        | 0                             | \$0        |
| Recherche               | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| Production              | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| Programmation           | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| Préparation             | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| Support de substitution | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| Reproduction            | 0                  | \$0         | 0                             | \$0        |
| <b>Total</b>            | <b>2</b>           | <b>\$10</b> | <b>0</b>                      | <b>\$0</b> |

## PARTIE 5 Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations                                                           | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 1                                             | 3                         | 0                    | 0                         |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0                                             | 0                         | 0                    | 0                         |
| <b>Total</b>                                                            | 1                                             | 3                         | 0                    | 0                         |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 1                                             | 3                         | 0                    | 0                         |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 0                                             | 0                         | 0                    | 0                         |

### 5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communiquer en entier           | 1                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Communiquer en partie           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exempter en entier              | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Autre                           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| <b>Total</b>                    | 1                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |

### 5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communiquer en entier           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Communiquer en partie           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exempter en entier              | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Autre                           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| <b>Total</b>                    | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |

**PARTIE 6 - Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet**

**6.1 Demandes auprès des services juridiques**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |

**6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |

**PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes**

| Article 32 | Article 35 | Article 37 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 0          | 0          | 0          | 0     |

**PARTIE 8 - Recours judiciaire**

| Article 41 | Article 42 | Article 44 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 0          | 0          | 0          | 0     |

**PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**

**9.1 Coûts**

| Dépenses                              |     | Montant         |
|---------------------------------------|-----|-----------------|
| Salaires                              |     | \$11,574        |
| Heures supplémentaires                |     | \$0             |
| Biens et services                     |     | \$0             |
| • Contrats de services professionnels | \$0 |                 |
| • Autres                              | \$0 |                 |
| <b>Total</b>                          |     | <b>\$11,574</b> |

**9.2 Ressources humaines**

| Ressources                               | Années-personnes<br>consacrées aux<br>activités liées à l'accès<br>à l'information |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Employés à temps plein                   | 0.10                                                                               |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.00                                                                               |
| Employés régionaux                       | 0.00                                                                               |
| Experts-conseils et personnel d'agence   | 0.00                                                                               |
| Étudiants                                | 0.00                                                                               |
| <b>Total</b>                             | <b>0.10</b>                                                                        |

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

## Annexe 4 : Analyse statistique quinquennale (ACC et BOV)

|                                                                | 2011–<br>2012 | 2012–<br>2013 | 2013–<br>2014 | 2014–<br>2015 | 2015–<br>2016 | Écart<br>2015-2016<br>et<br>2014-2015 |
|----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------------------|
| <b>Demandes reçues</b>                                         | 164           | 135           | 100           | 344           | 262           | -23,8 %                               |
| <b>Demandes reportées de l'exercice précédent</b>              | 68            | 89            | 108           | 66            | 77            | +11,0 %                               |
| <b>Total des demandes nécessitant un suivi</b>                 | 232           | 224           | 208           | 410           | 339           | -17,3 %                               |
| <b>Demandes entièrement traitées</b>                           | 143           | 116           | 142           | 332           | 291           | -12,4 %                               |
| <b>Demandes reportées à l'exercice suivant</b>                 | 89            | 108           | 66            | 78            | 48            | -38,5 %                               |
| <b>Traitées en 30 jours ou moins</b>                           | 62            | 47            | 59            | 173           | 132           | -23,7 %                               |
| <b>Pages communiquées</b>                                      | 5 545         | 16 696        | 32 139        | 65 843        | 77 225        | +17,3 %                               |
| <b>Total des coûts liés à la mise en application de la LAI</b> | 370 506 \$    | 623 778 \$    | 726 219 \$    | 802 577 \$    | 571 516 \$    | -28,8 %                               |
| <b>ETP</b>                                                     | 6,38          | 10,54         | 10,91         | 10,48         | 6,96          | -33,6 %                               |
| <b>Demandes informelles</b>                                    | 65            | 84            | 77            | 214           | 86            | -59,8 %                               |
| <b>Plaintes reçues</b>                                         | 15            | 14            | 6             | 5             | 1             | -80,0 %                               |